

Sud-Est asiatique, et vu notre engagement indirect par le truchement de la Commission de contrôle internationale, le gouvernement du Canada a-t-il fait des instances auprès des États-Unis à ce sujet et a-t-il exprimé ses vues et son inquiétude sur la propagation des opérations militaires dans le Sud-Est asiatique?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): A mon avis, monsieur l'Orateur, le gouvernement canadien agirait prématurément s'il exprimait une opinion quelconque sur la politique américaine avant que le président des États-Unis explique le pourquoi de cette escalade apparente du conflit.

M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Il y a une semaine ou deux, j'ai demandé au secrétaire d'État aux Affaires extérieures et au premier ministre si le gouvernement canadien suivrait au moins l'initiative de la France et d'autres pays en demandant une autre conférence des nations signataires de l'Accord de Genève. Le gouvernement a alors indiqué qu'il serait disposé à participer à une telle conférence, mais non pas à la demander. Le gouvernement du Canada serait-il prêt à se joindre à d'autres pays pour s'efforcer d'inscrire cette question à l'ordre du jour des Nations Unies afin qu'on en traite à l'échelle internationale au lieu de la laisser dégénérer en ce qui pourrait devenir un conflit très sérieux dans le Sud-Ouest de l'Asie?

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, le gouvernement canadien serait naturellement disposé à examiner toute proposition qui pourrait aider à mettre fin à ce conflit. Nous serions prêts à participer à une conférence. Je puis réaffirmer cette position de la part du gouvernement canadien. Quant à saisir les Nations Unies de cette question, c'est là, je pense, une idée plutôt discutable, car plusieurs des principaux pays intéressés n'y sont pas en ce moment suffisamment représentés.

M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre nous dit ce que nous ne pouvons pas faire. Peut-il nous dire ce que le Canada peut faire pour être utile ou le gouvernement canadien a-t-il l'intention de se croiser les bras, comme il l'a fait durant la guerre du Vietnam, et permettre à la situation de se détériorer?

Des voix: Oh, oh!

[M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles).]

L'ACCORD CANADO-AMÉRICAIN SUR LE PARTAGE DE LA PRODUCTION DE DÉFENSE

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Étant donné l'aggravation de la crise du Cambodge et la participation croissante des États-Unis au conflit, le gouvernement canadien va-t-il envisager sérieusement de dénoncer l'accord canado-américain sur le partage de la production de défense?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Non, monsieur l'Orateur. Nous avons déjà exposé à maintes reprises les raisons que nous avons de maintenir notre accord sur le partage de la production de défense avec les États-Unis. Mais j'aimerais dire à mon honorable ami et au chef du NPD qu'on ne m'a pas exprimé ce genre de préoccupation à propos de la présence au Cambodge de troupes nord-vietnamiennes.

Des voix: Bravo!

LES POSTES

L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au premier ministre à propos de l'administration du ministère des Postes qui est actuellement aux prises avec de graves problèmes? Le premier ministre ne pense-t-il pas que le public et le Parlement s'inquiètent légitimement de savoir qui dirige les destinées de ce ministère marqué par les conflits? Dans l'affirmative, ne va-t-il pas rompre ce silence incongru?

Une voix: Réponse!

M. l'Orateur: La parole est au député de Regina-Est.

M. Macquarrie: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Si le premier ministre ne veut pas faire preuve de considération pour la Chambre et pour le peuple, puis-je lui demander de montrer de la considération pour le ministre des Postes lui-même, à la lumière de l'accusation selon laquelle il n'y aurait apparemment pas place pour lui et le ministre du Travail en même temps?

LES CÉRÉALES

LE BLÉ—LA RÉGLEMENTATION DE LA RÉDUCTION DES EMBLAURES

M. John Burton (Regina-Est): J'aimerais poser une question au ministre d'État chargé de la Commission du blé. Peut-il nous dire quand le règlement relatif au programme